400 activistes bloquent une usine d'ArcelorMittal, dénonçant sa complicité dans l'envoi d'acier à l'armée israélienne

Charleroi, 11 octobre 2025

Malgré un large dispositif policier et une centaine d'arrestations, environ 400 activistes de Code Rouge, Stop Arming Israel Belgium et Soulèvements de la Terre-BXL ont envahi et bloqué ce matin le site d'Industeel à Charleroi (groupe ArcelorMittal) dont la direction a fourni de l'acier au ministère de la Défense israélien et à des entreprises liées. L'objectif de l'action : perturber les chaînes d'approvisionnement entre la Belgique et Israël, afin d'exiger un embargo économique complet contre Israël, sans lequel la Belgique reste complice du génocide à Gaza.

À 9h30 ce matin, plusieurs groupes d'activistes ont convergé sur les installations de Industeel à Charleroi, afin de paralyser les activités de l'entreprise. Les accès ont été bloqués et un groupe d'activistes a pénétré dans l'enceinte. Selon les organisations à l'initiative de l'action, le savoir-faire des travailleurs de l'acier devrait servir le bien commun et non le génocide. Or, la direction d'Industeel, du groupe ArcelorMittal, a fourni 50 tonnes d'acier à double usage expédiées vers le ministère de la Défense israélien, arrivant à Ashdod le 11 avril 2025. Encore 25 tonnes ont été envoyées à une entreprise privée israélienne en mars, fabriquant de l'équipement de deblaiement utilisé à Gaza. L'acier a été placé sur un navire sur le canal pour le port d'Anvers, puis transbordé vers Israël.

"C'est la même logique qui conduit la direction à imposer des plan de licenciments et à vendre des matériaux à une armée génocidaire: celle du profit". Des tracts ont été distribués aux travailleurs présents pour les informer de la complicité de leur employeur et les appeler à se mobiliser en cas de prochaines livraison à Israël.

Plusieurs centaines de policiers ont été déployés dans toute la Belgique pour tenter d'empêcher cette action de désobéissance civile. Plus d'une centaine de personnes ont été arrêtées. Malgré l'intervention policière, le site a cependant été complètement bloqué. La situation est néanmoins calme.

"Il est urgent de stopper l'impunité et de couper les chaînes d'approvisionnement de l'armée israélienne à à tous les niveaux. C'est un devoir moral. En maintenant ses relations commerciales, en fournissant ses infrastructures de transit, et en autorisant la production et la vente de composants et de matières premières, la Belgique se rend complice du génocide et de la colonisation en Palestine ", explique Sacha, membre de la coalition belge.

Le cessez-le-feu annoncé à Gaza représente un soulagement pour la population palestinienne, meurtrie par deux années de massacres d'une violence extrême. Mais il ne marque en rien la fin de la colonisation ni de la politique israélienne de violations du droit international, à Gaza et en Cisjordanie. Face à cette situation, les sanctions décidées par la Belgique et l'Union européenne restent largement symboliques, alors même que l'UE demeure le premier partenaire commercial d'Israël — un commerce auquel la Belgique participe activement.

Ainsi, même si l'embargo sur les armes déclaré par le gouvernement belge était réellement appliqué, la Belgique continuerait de fournir un soutien matériel crucial à Israël. Le port d'Anvers et l'aéroport de Liège-Bierset permettent le transit de matériel militaire, de carburant et de composants utilisés dans les équipements militaires israéliens. En plus de

son rôle logistique, la Belgique abrite plusieurs entreprises qui fabriquent et fournissent des matériaux et composants stratégiques à l'industrie militaire israélienne.

Hier encore, des ONG ont été informées de l'envoi depuis Liège, vers Israël, d'une cargaison de composants destinés aux drones israéliens d'Elbit Systems. Grâce à leur plainte, les douanes ont finalement bloqué la cargaison. Cela montre que les actions citoyennes restent plus que jamais nécessaires.

"*Face à la complicité de nos gouvernements, nous agissons pour rendre effectif l'embargo économique et militaire que la Belgique devrait appliquer et pour exiger des mesures concrètes contre l'impunité et en faveur des droits du peuple palestinien. Nous rejoignons ainsi les luttes des travailleurs logistiques et d'autres secteurs en Italie, en Belgique, en Espagne, en France, au Maroc et en Tunisie, qui ont déjà montré leur résistance en refusant de traiter des cargaisons destinées à Israël. Et nous appelons les syndicats et travailleurs de tout les secteurs à suivre ces exemples*."

Cette action s'inscrit dans le cadre d'un week-end d'actions européennes contre l'Empire Logistique. Des actions sont également en cours aux Pays-Bas (par Geef Tegengas qui méne depuis hier des actions dans le port de Rotterdam), en France (par les Soulèvements de la Terre contre le canal Seine-Nord Europe), et en Allemagne contre l'agro-industrie (par Disrupt Germany).